



Le Comité National des États-Unis pour la libération des antiterroristes cubains et la coalition ANSWER demandent la liberté d'information



La Havane, 29 mai (RHC).- Le Comité National des États-Unis pour la Libération des 5 et la coalition ANSWER ont présenté trois pétitions écrites en vertu de la Loi de liberté d'information au FBI, à la CIA et au Département d'État demandant toute l'information existante sur les individus et les organisations de Miami nommés par les quatre personnes arrêtées à Cuba au mois d'avril.

Rappelons que José Ortega Amador, Obdulio Rodríguez González, Raibel Pacheco et Félix Monzón entendaient perpétrer des actes de terrorisme à Cuba

Ils ont avoué qu'ils prétendaient attaquer des installations militaires dans le but de promouvoir des actions violentes.

Ils ont également déclaré que ces plans ont été ourdis sous la direction des terroristes Santiago Álvarez Fernández Magriñá, Osvaldo Mitat et Manuel Alzugaray, qui habitent à Miami et qui ont des liens étroits avec le terroriste notoire Luis Posada Carriles.

Gloria la Riva, Coordinatrice du Comité National des États-Unis pour la libération des 5 nous a donné des précisions par téléphone:

Tout le monde sait que Santiago Álvarez a financé plusieurs terroristes anti-cubains dans les années 60 et que, cependant, le gouvernement étasunien lui accorde toute l'impunité pour continuer à agir. Invoquant la Loi de liberté d'information dans nos pétitions nous exigeons que l'on mette au grand jour le rôle qu'il a avec ses hommes arrêtés à Cuba, ce qu'en savent les agences policières du gouvernement étasunien et pourquoi ni le FBI ni les autres entités n'ont agi contre lui et contre les autres.



Gloria La Riva est une des oratrices de la conférence de presse de ce jeudi aux côtés de Max Lesnik, président de l'Allianza Martiana, d'Andrés Gómez, Coordonnateur National de la brigade Antonio Maceo, de Maître Richard Klug, l'avocat de Gerardo Hernández et Brien Becker, directeur de la Coalition Answer. Elle a précisé à ce propos :

« Le but de la conférence de presse est d'exiger du gouvernement qu'il agisse immédiatement contre ces terroristes, qu'il les fasse arrêter et juger et qu'il libère les 3 combattants antiterroristes cubains qui sont toujours en prison aux États-Unis car l'arrestation et l'emprisonnement des 5 a donné le feu vert à ces terroristes qui continuent à comploter contre Cuba en toute impunité ».